

**UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE  
OUEST AFRICAINE**

-----  
La Commission  
-----

Département des Politiques Economiques  
et de la Fiscalité Intérieure



**NOTE DE CONJONCTURE  
ECONOMIQUE REGIONALE DANS  
L'UEMOA**

Bénin  
Burkina Faso  
Côte d'ivoire  
Guinée-Bissau  
Mali  
Niger  
Sénégal  
Togo

**1<sup>e</sup> trimestre 2017**

**N°35**

Juin 2017

## Table des matières

Liste des tableaux.....	II
Liste des graphiques .....	II
Sigles et abréviations .....	III
Résumé .....	IV
Introduction.....	1
1. Conjoncture internationale.....	1
1.1. Activité économique mondiale .....	1
1.2. Inflation dans les principales régions du monde .....	2
1.3. Cours des matières premières.....	2
1.4. Taux d'intérêt.....	4
2. Conjoncture dans la zone UEMOA .....	5
2.1. Activité économique régionale .....	5
Activité agricole .....	5
Activité industrielle.....	6
Activité dans le commerce et les services .....	6
Créations d'entreprises.....	8
2.2. Evolution de l'inflation .....	8
2.3. Secteur extérieur .....	11
2.4. Finances publiques.....	14
2.4.1. Recettes.....	14
2.4.2. Dépenses.....	15
2.4.3. Solde budgétaire.....	16
2.5. Situation monétaire.....	16
2.5.1. Masse monétaire .....	16
2.5.2. Avoirs extérieurs nets .....	17
2.5.3. Crédits à l'économie .....	17
2.5.4. Position nette du gouvernement .....	18
2.6. Activités de la BRVM .....	18
2.7. Taux de change effectif réel (TCER) .....	18
3. Principaux faits marquants.....	19
3.1. Environnement international .....	19
3.2. Pays de l'UEMOA .....	20
Conclusion.....	21

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars .....	4
Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017 .....	6
Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au premier trimestre 2017.....	9
Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au premier trimestre 2017.....	10
Tableau 5 :Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au.....	10
Tableau 6 : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA) .....	11
Tableau 7: Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds).....	12
Tableau 8: Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %).....	12
Tableau 9: Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)...	13
Tableau 10 :Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds). .....	15
Tableau 11 :Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds). .....	17
Tableau 12 : TCER des pays de l'UEMOA (Base 100 = 2000) .....	19

## Liste des graphiques

Graphique 1 : croissance dans les principales régions du monde.....	2
Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril) .....	3
Graphique 3 : Evolution des cours du cacao (en cents par kilogramme).....	3
Graphique 4 : Evolution des cours de l'once d'or (en dollars) .....	4
Graphique 5 : Taux de croissance dans l'UEMOA (en %).....	5
Graphique 6 : Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %.....	13

## Sigles et abréviations

---

<b>BCEAO</b>	: Banque Centrale des Etats de l’Afrique de l’Ouest
<b>BRVM</b>	: Bourse régionale des valeurs mobilières
<b>CNPE</b>	: Comité National de Politique Economique
<b>FCFA</b>	: Franc CFA
<b>FED</b>	: Réserve Fédérale des Etats - Unis
<b>FMI</b>	: Fonds Monétaire International
<b>IHPC</b>	: Indice harmonisé des prix à la consommation
<b>IHPI</b>	: Indice harmonisé de la production industrielle
<b>INS</b>	: Institut national de la statistique
<b>LIBOR</b>	: Taux interbancaire pratiqué à Londres
<b>Mds</b>	: Milliards
<b>PIB</b>	: Produit intérieur brut
<b>PNG</b>	: Position nette du Gouvernement
<b>TOFE</b>	: Tableau des opérations financières de l’Etat
<b>UEMOA</b>	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
<b>1T17</b>	: Premier trimestre 2017

## Résumé

Selon les données du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,5% en 2017 contre 3,1% en 2016. Cette accélération provient des pays avancés et des pays émergents et en développement.

Une légère accélération de la production est attendue en 2017 dans les pays avancés, après le fléchissement noté en 2016. En 2018, la croissance est prévue à 3,6%.

Grâce à la limitation de la production décidée par les pays producteurs, le cours du pétrole brut a progressé au premier trimestre 2017. Les cours de l'or, du café robusta et du coton ont aussi augmenté au cours de cette période, dopés par la légère reprise de l'activité économique mondiale constatée en début d'année. Par contre, les cours du cacao ont baissé, au cours de cette période, plombés par l'offre abondante dans les régions productrices, notamment en Afrique de l'ouest.

L'inflation est en légère hausse dans les pays avancés en raison, surtout, d'une hausse des cours des produits alimentaires. Par contre, dans les pays émergents et en développement, elle est en léger recul à cause du niveau bas des cours du pétrole. Dans la zone UEMOA, l'inflation est en légère hausse au premier trimestre 2017, comparativement au dernier trimestre de l'année écoulée et en glissement annuel.

L'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% en 2016 après 6,3% en 2015. Les perspectives macroéconomiques sont bien orientées avec un taux de croissance de 6,9% attendu en 2017. La croissance, attendue en hausse dans tous les États membres, serait portée par une amélioration des performances de tous les secteurs.

L'indice général des prix de l'Union est en légère hausse de 0,1% au premier trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent. Cette inflation serait due principalement à une hausse des prix des fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,4%), « Transport » (+0,5%) et « Restauration et Hôtels » (+1,0).

La production industrielle quant à elle, a augmenté au Mali et au Sénégal tandis qu'elle a baissé au Niger et en Côte d'Ivoire. Au Mali, la progression s'explique par une augmentation de la production de l'égrenage de coton, de celle de fabrication de matériels électriques, de celle de fabrication d'ouvrages en métaux et de celle de fabrication de meubles. Au Sénégal, cette hausse s'explique surtout d'une progression de la production des industries textiles et cuirs et à un degré moindre de celles des industries du papier et du carton et des industries alimentaires.

L'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services a progressé au Bénin tandis que ceux du commerce et des services ont tous deux baissé au Sénégal pendant la période considérée. Au cours de cette même période, les créations d'entreprises se sont poursuivies au Bénin, au Mali, au Niger et au Sénégal.

Les exportations ont progressé de 29,6% entre le premier trimestre 2017 et le quatrième trimestre de l'année 2016. Au cours de la même période, les importations ont reculé de 10,4%.

La conjoncture économique au premier trimestre 2017 est contrastée notamment en raison de l'environnement international qui demeure difficile particulièrement en ce qui concerne les cours du pétrole et de certaines matières premières comme le cacao. Mais des frémissements ont été constatés dans les pays avancés. Si ceux-ci se confirment au deuxième trimestre 2017, la conjoncture devrait être meilleure.

## Introduction

Afin d'assurer un suivi régulier de la conjoncture économique dans l'Union, le Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure élabore, chaque trimestre, la note de conjoncture économique régionale. Elle vise à satisfaire les besoins des décideurs régionaux et des utilisateurs d'informations statistiques sur l'Union.

Elle retrace l'évolution des principaux indicateurs conjoncturels sur les huit Etats membres.

La deuxième note de l'année 2017 analyse la situation économique et financière des Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 et fait une brève projection sur le second trimestre de la même année. Elle est divisée en trois parties :

- L'environnement international,
- La conjoncture intérieure
- Les principaux faits marquants.

Les données de la conjoncture internationale proviennent de l'édition d'avril 2017 des perspectives de l'économie mondiale du Fonds Monétaire International (FMI), de la base de données « The Pink Sheet » de la Banque Mondiale, tandis que celles relatives à la croissance régionale sont issues du rapport de la surveillance multilatérale de décembre 2016. Les données nationales proviennent des Instituts nationaux de la statistique (INS), des Comités Nationaux de Politique Economique (CNPE) et des Directions chargées de la prévision des Etats membres.

## 1. Conjoncture internationale

### 1.1. Activité économique mondiale

Selon les Perspectives Economiques Mondiale du FMI, la croissance de l'économie mondiale devrait être de 3,5% en 2017 contre 3,1% en 2016. Cette accélération provient des pays avancés et des pays émergents et en développement.

En effet, dans les pays avancés, après le fléchissement noté en 2016, une légère accélération de la production est attendue en 2017. En 2018, la croissance est prévue à 3,6%.

Aux Etats-Unis, la croissance est attendue à 2,3% contre 1,6% en 2016. Cette performance est rendue possible par une reprise cyclique dans l'accumulation des stocks et une croissance solide de la consommation. Un taux de croissance de 2,5% est prévu pour 2018.

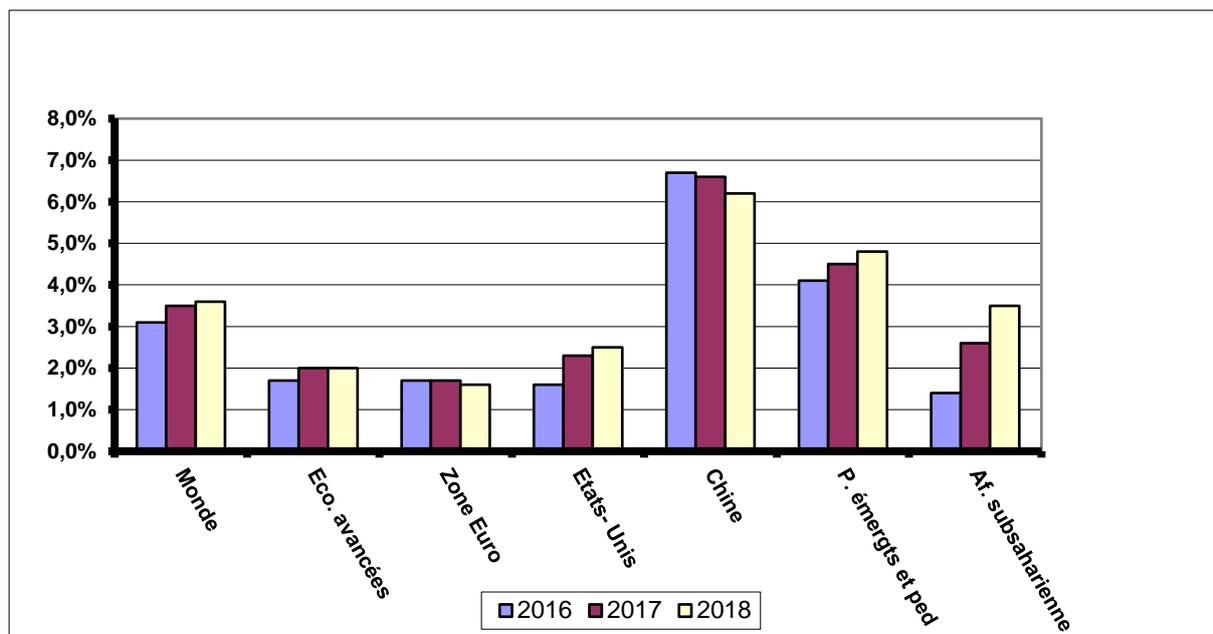
En zone euro, la croissance économique devrait être de 1,7% comme en 2016. Cette stagnation est essentiellement due à l'incertitude politique liée à l'organisation d'élections dans plusieurs Etats de la zone et à la relation future entre l'Union Européenne et le Royaume Uni. En 2018, une croissance de 1,6% est attendue.

En Chine, l'activité économique devrait ralentir en 2017 avec une croissance de 6,6% contre 6,7% en 2016. Ce ralentissement provient de la poursuite du rééquilibrage. En 2018, la croissance économique devrait atteindre 6,2%.

Quant à l'Afrique subsaharienne, au cours de l'année 2017, sa croissance serait de 2,6% contre 1,4% en 2016 portée par une reprise dans les plus grands pays qui ont connu des conditions macroéconomiques difficiles en 2016.

En 2018, les prévisions indiquent une croissance de 3,5%.

**Graphique 1** : croissance dans les principales régions du monde



## 1.2. Inflation dans les principales régions du monde

L'inflation se situerait à 2,0% en 2017 contre 0,8% en 2016 dans les pays avancés. Cette situation pourrait être imputable à la légère hausse des cours des produits alimentaires et à la reprise de la hausse des cours du pétrole. En 2018, le taux d'inflation est attendu à 1,9%, sous les mêmes hypothèses.

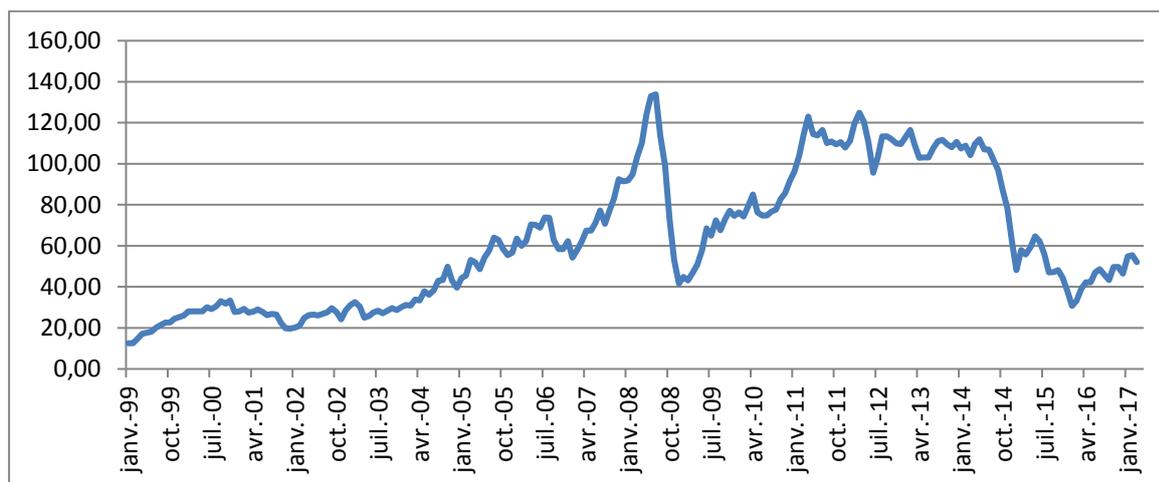
Dans les pays en développement et émergents, l'inflation serait de 4,7% en 2017 contre 4,4% en 2016. Cette situation pourrait être imputable à l'augmentation des cours du pétrole, combiné à une hausse des prix des produits alimentaires. En 2018, le taux d'inflation est prévu à 4,4%.

## 1.3. Cours des matières premières

Au premier trimestre 2017 comparativement à un trimestre plus tôt, les cours du pétrole brut ont progressé de 8,0%. En glissement annuel, les cours du brut ont augmenté de 21,6%. La hausse des cours du pétrole provient surtout de la décision des pays membres de l'OPEP de limiter leur production.

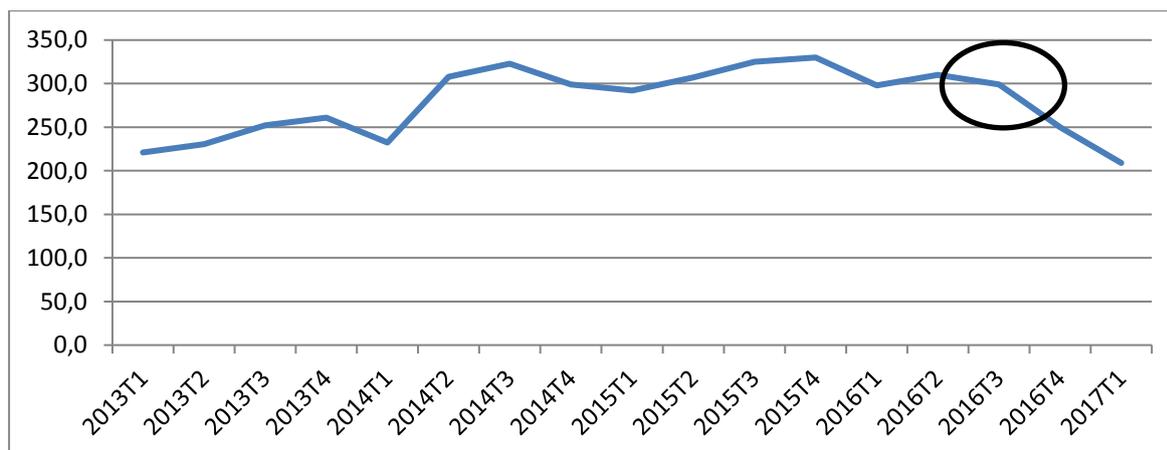
En plus, les cours sont dopés par une légère reprise de la demande dans les pays industrialisés qui connaissent un regain d'activité en début d'année.

**Graphique 2 : Evolution des cours du pétrole (en dollars par baril)**



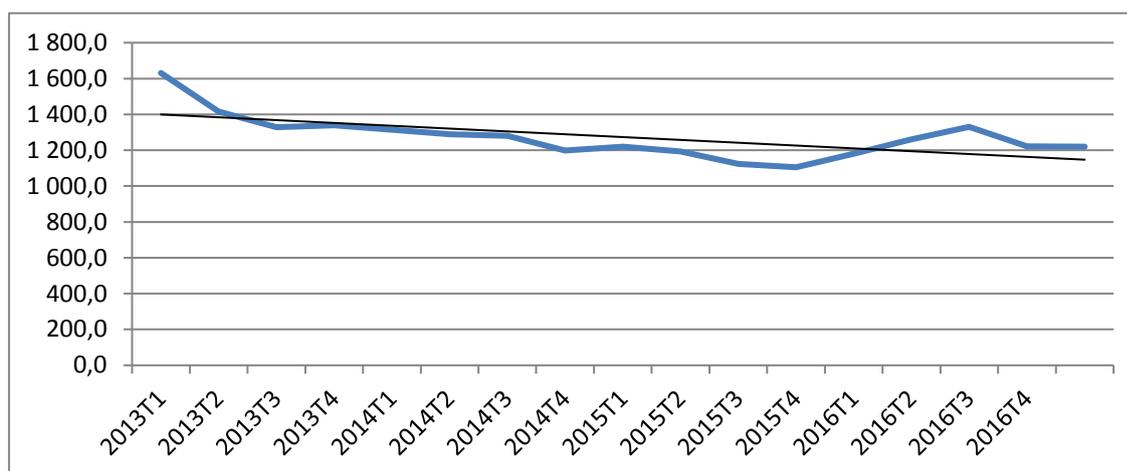
Au cours du trimestre sous revue comparativement au trimestre précédent, les cours du cacao ont baissé de 16,4%. En glissement annuel, les cours de la fève de cacao ont reculé de 29,9%. Cette chute des cours du cacao résulte essentiellement de l'abondance de l'offre en provenance des principales régions productrices d'Afrique de l'Ouest (Côte d'Ivoire, Ghana).

**Graphique 3 : Evolution des cours du cacao (en cents par kilogramme)**



Les cours du café robusta ont augmenté de 4% entre le premier trimestre 2017 et le dernier trimestre de l'année 2016. En glissement annuel, les cours du robusta ont progressé fortement de 43%. Cette embellie des cours du robusta vient surtout de la reprise de la demande des pays avancés, suite à une légère hausse du niveau de l'activité dans ces pays au début de l'année 2017.

Au cours du premier trimestre 2017 comparativement au quatrième trimestre 2016, les cours de l'once d'or ont baissé de 0,2%. Cette quasi-stagnation des cours de l'or s'explique par le léger regain d'activité de l'économie mondiale en début d'année. En effet, l'or, valeur refuge, n'attire les investisseurs que pendant les périodes difficiles. Toutefois, en glissement annuel une hausse de 3,2% a pu être enregistrée.

**Graphique 4 : Evolution des cours de l'once d'or (en dollars)**

Les cours du coton ont augmenté de 7,5% au premier trimestre de l'année en cours comparativement au trimestre précédent. En glissement annuel, les cours du coton ont progressé de 26,4%. Cette bonne tenue des cours se justifie par la légère reprise de la demande mondiale, notamment chinoise, consécutive au léger regain d'activité constaté en début d'année.

**Tableau 1 : Cours des matières premières en dollars**

Matières premières	Unité	2016		2017	Variations en %	
		T1	T4	T1	17T1/ 16T4	17T1 16T1
Pétrole brut (Brent)	\$ / bbl	44,4	50,1	54,1	8,0	21,8
Cacao	c / kg	298,0	250,0	209,0	-16,4	-29,9
Café arabica	c / kg	331,0	386,0	364,0	-5,7	10,0
Café robusta	c / kg	165,0	227,0	236,0	4,0	43,0
Huile d'arachide	\$/tm	1 277,0	1 562,0	1 548,0	-0,9	21,2
Huile de palme	\$/tm	631,0	750,0	773,0	3,1	22,5
Huile de palmiste	\$/tm	1 032,0	1 486,0	1 521,0	2,4	47,4
Maïs	\$ / tm	159,9	152,2	160,6	5,5	0,4
Riz brisé 5%	\$ / tm	379,0	369,0	371,3	0,6	-2,0
Sorgho	\$ / tm	173,9	138,6	140,6	1,4	-19,1
Blé	\$ / tm	190,5	148,1	154,3	4,2	-19,0
Banane	\$ / tm	91,0	86,0	84,0	-2,3	-7,7
Farine poisson	\$ / tm	451,0	499,0	499,0	0,0	10,6
Sucre	c/kg	31,0	45,0	45,0	0,0	45,2
Bois (Sawnwood) Caméroun	\$/décimètre cube	780,0	595,1	593,4	-0,3	-23,9
Coton (A Index)	c/kg	148,0	174,0	187,0	7,5	26,4
Phosphate roche	\$/ tm	116,0	105,7	98,3	-7,0	-15,3
Or non monétaire	\$/ toz	1 181,0	1 221,0	1 219,0	-0,2	3,2

**Source** : PINKSHEET (Banque Mondiale)

## 1.4. Taux d'intérêt

Le taux des dépôts en dollars à 6 mois serait de 1,7% en 2017 contre 1,1% en 2016 au niveau du LIBOR. En 2018, ce taux sera de 2,8%. Le taux des dépôts en euros à 3 mois serait de -0,3% comme en 2016. En 2018, ce taux sera de -0,2%. Le taux des

dépôts en yens à 6 mois serait de 0,0% en 2017 comme en 2016. En 2018, ce taux sera maintenu à 0,0%.

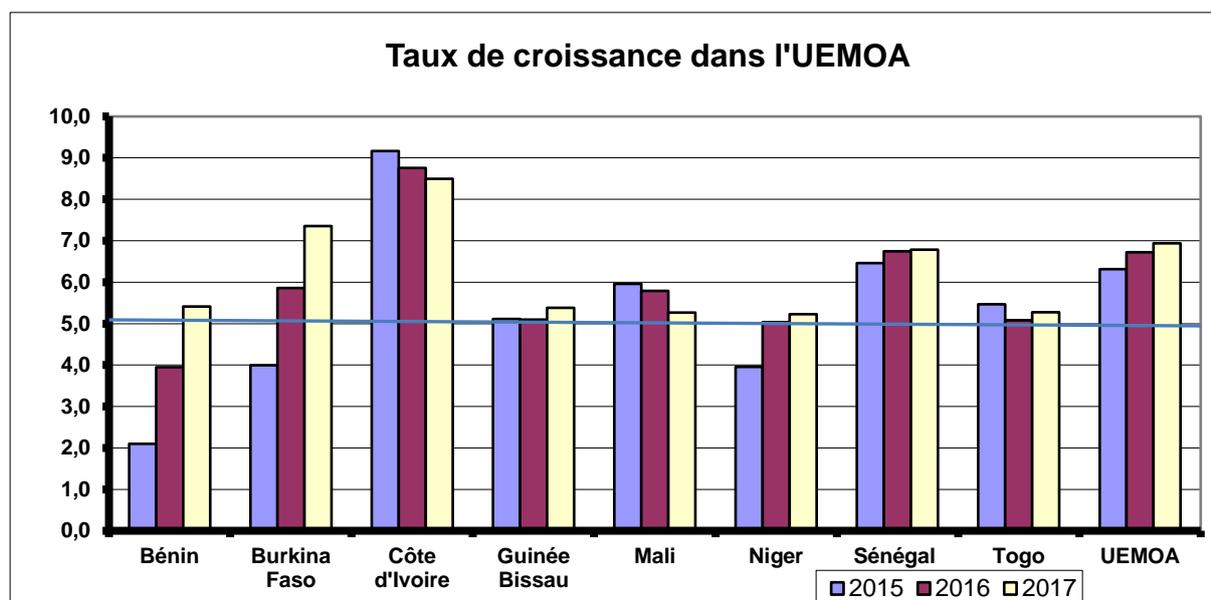
Dans le contexte économique que connaissent les pays avancés, les banques centrales maintiennent leurs taux directeurs à des niveaux bas, ce qui explique la faiblesse des taux servis. Néanmoins une légère remontée est constatée notamment aux Etats – Unis puisque, depuis décembre 2016, la FED a mis fin à sa politique d'assouplissement monétaire.

## 2. Conjuncture dans la zone UEMOA

### 2.1. Activité économique régionale

En 2016, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,7% contre 6,3% en 2015. Dans l'ensemble, tous les Etats membres ont obtenu de bonnes performances.

**Graphique 5** : Taux de croissance dans l'UEMOA (en %)



A l'exception du Bénin, tous les Etats membres ont enregistré une croissance supérieure ou égale à 5% en 2016. Cette bonne tenue de l'activité économique dans l'Union s'explique par les résultats positifs au niveau du secteur primaire, le dynamisme du BTP et le maintien des performances au niveau des transports et communications. Une croissance de 6,9% est attendue en 2017.

### Activité agricole

Grâce à la bonne pluviométrie, la campagne agricole 2016/2017 a donné des résultats satisfaisants dans tous les Etats membres. Les productions les moins importantes ont été obtenues en Guinée Bissau, tandis que les plus grandes ont été notées en Côte d'Ivoire.

En Guinée Bissau les productions d'exportation sont entièrement dominées par la noix de cajou. Le riz représente 47% de la production vivrière. En Côte d'Ivoire, le cacao représente 21,4% de la production d'exportation.

En ce qui concerne la production d'exportation, la hausse la plus importante a été notée au Sénégal. Cette augmentation s'expliquerait par une progression de 90% de la production d'arachide. Par ailleurs, dans ce même pays, la production vivrière a crû de 35%. Cela serait surtout dû à une hausse importante de la production de niébé.

Au niveau de l'Union la production d'exportation a augmenté de 17,2% entre les deux dernières campagnes. Celle de vivrier a progressé de 11,9% pendant la même période.

**Tableau 2 : Production agricole dans l'UEMOA pour la campagne 2016/2017**

Etats	Production vivrière (tonnes)	%	Production d'exportation (tonnes)	%
Bénin	10.297.045	14.9	723.914	-14.0
Burkina	6.770.762	4.4	1.479.465	9.0
RCI	17.153.400	7.9	7.491.794	4.5
Guinée Bissau	393.451	9.2	193.757	14.5
Mali	8.849.551	10.0	647.300	26.0
Niger	14.179.056	12.0	6.294.502	15.0
Sénégal	4.111.341	35.0	2.045.407	89.0
Togo	3.342.672	1.8	140.394	-6.5
UEMOA	70.647.429	11.9	19.016.703	17.2

Source : INS des Etats membres

## Activité industrielle<sup>1</sup>

En Côte d'Ivoire, l'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) a baissé de 3,8% au premier trimestre 2017, comparativement à un trimestre plus tôt. Ce recul s'explique essentiellement par la diminution de la production des industries de fabrication de meubles et activités de fabrication non classées ailleurs de 26,0% et par celle des autres industries extractives de 20,0%. Toutefois, au cours de la même période, on a pu noter des hausses de la production des industries de fabrication de caoutchouc et de matières plastiques, ainsi que de celle de la métallurgie et fonderie, du travail du cuir, la de fabrication d'articles de voyages et de la fabrication de machines et matériels électriques.

En glissement annuel, l'IHPI augmente de 2,6%. Cette hausse s'expliquerait surtout par la production des usines de fabrication de machines et matériels électriques et par celle de la métallurgie et des fonderies. Dans le même temps, on a enregistré des

<sup>1</sup> Les indicateurs de la production industrielle du quatrième trimestre 2016 du Bénin, du Burkina Faso, de la Guinée Bissau et du Togo ne sont pas encore disponibles.

baisses importantes de production au niveau de la fabrication d'ouvrage en métaux et du travail des métaux, de la fabrication de textiles et des autres activités extractives.

Au Mali, au premier trimestre 2017, comparativement au trimestre précédent, la production industrielle, mesurée par l'IHPI, a augmenté de 11,9%. Cette performance a été rendue possible, surtout, par une augmentation de la production de l'égrenage de coton de 33,9%, de celle de fabrication de matériels électriques de 25,1%, de celle de fabrication d'ouvrages en métaux (19,4%) et de celle de fabrication de meubles(14,6%). Toutefois, au cours de la même période, il a été noté une baisse de la production d'articles d'habillement, ainsi que de celles des industries de fabrication de produits alimentaires, d'extraction d'or et de fabrication de produits en caoutchouc.

En glissement annuel, l'IHPI augmente de 113,2%. Cette importante hausse de la production s'explique principalement par celle des industries de fabrication de produits alimentaires, d'égrenage de coton, de fabrication de produits chimiques, de production d'électricité, de distribution d'eau, de métallurgie et de fabrication de produits à base de tabacs.

Au Niger, au cours de la période sous revue, l'IHPI a baissé de 15,6%. Cette contreperformance se justifie par la baisse de la production, essentiellement au niveau des branches suivantes : imprimerie (-92,1%), industries métalliques (-67,5%), uranium (-45,0%), fabrication de textiles (-35,5%). Toutefois, l'on a pu noter certaines hausses, surtout dans les branches suivantes : extraction d'or, matériaux de construction et fabrication de machines et matériels agricoles.

En glissement annuel, l'IHPI progresse de 9,4%, tiré principalement par les branches suivantes : support énergétique, matériaux de construction, fabrication de produits alimentaires, raffinage de pétrole. Néanmoins, des baisses importantes ont été enregistrées dans certaines branches, particulièrement l'imprimerie, la fabrication de textiles, les industries et la fabrication de matériels agricoles.

Au Sénégal, au premier trimestre 2017 comparativement au quatrième trimestre de l'année écoulée, l'IHPI a augmenté de 12,1%. Cette hausse provient surtout d'une progression de la production des industries textiles et cuirs et, à un degré moindre, de celles des industries du papier et du carton et des industries alimentaires. Toutefois, on note une baisse de la production des industries extractives de 15,0% et de celle de l'énergie de 7,0%.

En glissement annuel, la production industrielle du Sénégal a progressé de 5,9% sous l'impulsion des industries chimiques et des industries alimentaires. Cependant, d'importantes baisses ont été notées, surtout au niveau des industries mécaniques et des industries du textile et du cuir.

## **Activité dans le commerce et les services<sup>2</sup>**

Au Bénin, au cours de la période considérée, l'indice du chiffre d'affaires de tous les secteurs, y compris le commerce et les services, a progressé de 17,3% par rapport au trimestre précédent. Cette tenue positive de l'indice s'explique surtout par les bons résultats des secteurs de l'hébergement et de la restauration, et ceux des banques et

---

<sup>2</sup> Seuls le Bénin et le Sénégal ont transmis à ce jour des données sur l'indice du chiffre d'affaires du commerce et des services.

assimilées et des banques et assurances. On note, à un degré moindre, les bonnes performances des secteurs des autres services et des services aux entreprises.

Toutefois, en glissement annuel, l'indice global recule de 0,9%. Cela provient surtout des baisses du chiffre d'affaires de l'élevage.

Au Sénégal, le chiffre d'affaires du commerce a baissé de 7,7% au premier trimestre 2017, comparativement au quatrième trimestre 2016. Ce recul s'explique surtout par une diminution du commerce de pièces détachées et de véhicules. En glissement annuel, l'indice augmente de 4,5% grâce au commerce de détail et à celui du carburant.

Au premier trimestre de cette année, comparativement au trimestre précédent, l'indice du chiffre d'affaires des services a baissé de 1,3%. Ce léger recul provient essentiellement d'une baisse au niveau des banques et assurances et des autres services. En glissement annuel, cet indice recule de 0,1% en raison d'une baisse du chiffre d'affaires des transports et des autres services.

## Créations d'entreprises

Au Bénin, 1729 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre de cette année contre 2637 entreprises au quatrième trimestre 2016 soit une baisse de 34,4%. Toutefois, comparativement à la même période de l'année précédente, le nombre d'entreprises enregistré augmente de 0,3%.

Au Mali, 2881 entreprises ont été créées au cours du trimestre sous revue contre 2319 au trimestre précédent soit une augmentation de 24,2%. En glissement annuel, le nombre de nouvelles entreprises a crû de 4,4%. Au cours de ce trimestre, 53,4% des entreprises enregistrées sont des établissements de commerce tandis que 34,7% sont des sociétés de prestations de services.

Au Niger, 1037 entreprises ont été enregistrées au premier trimestre 2017 contre 874 un trimestre plus tôt soit une hausse de 18,6%. 26,4% de ces entreprises sont des sociétés individuelles. En glissement annuel, le nombre d'entreprises enregistrées a progressé de 29,6%.

Au premier trimestre de cette année, au Sénégal, 12.523 entreprises ont été enregistrées contre 10.549 le trimestre précédent soit une progression de 18,7%. Au nombre de celles – ci, on compte 82,1% d'entreprises individuelles. Par rapport à la même période de l'année dernière, on a une augmentation de 13,2%.

## 2.2. Evolution de l'inflation

Au niveau de l'Union, l'indice général des prix s'est affiché en légère hausse de 0,1% au premier trimestre 2017, par rapport au quatrième trimestre de l'année 2016, et en progression de 0,8% en glissement annuel. L'analyse des données conjoncturelles de l'IHPC permet de constater que la très légère hausse de l'indice régional relevée en variation trimestrielle s'explique par le léger repli de l'indice de la composante « Alimentation et boissons non alcoolisées » (-0,6%) qui n'a pas été notamment

compensé par les faibles évolutions à la hausse des prix associés aux fonctions « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+0,4%), « Transport » (+0,5%) et « Restauration et Hôtels » (+1,0).

En glissement annuel, la progression du niveau général des prix régional résulte de l'évolution à la hausse des indices de prix associés aux composantes « Alimentation et boissons non alcoolisées » (+1,4%), « Logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (+1,6%) et « Restauration et Hôtels » (+0,8%), partiellement compensée par l'évolution de l'indice des prix de la fonction « Transport » qui est ressorti en baisse de 1,5%, par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

**Tableau 3 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par fonction, au premier trimestre 2017**

FONCTION DE CONSOMMATION	Pondération	2016				2017	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T17/4T16	1T17/4T16
Alimentation et boissons non alcoolisées	3104,5	117,7	122,5	120,4	120,0	119,3	-0,6	1,4
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	84,3	108,8	109,9	110,3	110,8	110,9	0,1	1,9
Articles d'habillement et chaussures	936,4	107,2	106,6	107,0	107,6	108,0	0,4	0,7
Logement, eau, électricité, gaz, et autres combustibles	1246,5	109,8	110,1	110,1	111,1	111,5	0,4	1,6
Meubles, articles de ménages et entretien courant du foyer	428,4	109,2	108,8	109,0	109,8	110,1	0,3	0,9
Santé	360,6	103,5	103,4	104,1	103,8	104,3	0,5	0,8
Transport	1192,2	106,4	105,6	104,8	104,3	104,8	0,5	-1,5
Communication	635,1	80,6	80,3	79,7	80,0	79,9	-0,2	-0,9
Loisir et culture	283,2	102,2	102,2	102,7	102,6	102,6	0,0	0,4
Enseignement	271,7	118,3	117,6	117,8	118,7	119,3	0,5	0,8
Restaurant et hôtel	1010,4	117,0	116,0	116,4	116,7	117,9	1,0	0,8
Biens et services divers	446,7	107,7	107,3	107,6	108,5	108,8	0,3	1,0
<b>Total</b>	<b>10000,0</b>	110,1	111,3	110,7	110,8	111,0	0,1	0,8

**Source** : CStat/Commission de l'UEMOA

Du point de vue des Etats membres de l'Union, les données conjoncturelles du premier trimestre 2017 indique une évolution relativement contrastée, aussi bien en variation trimestrielle qu'en glissement annuel. En effet, par rapport au dernier trimestre 2016, les pressions à la hausse sur l'indice général des prix régional s'expliquent principalement par l'inflation enregistrée en Côte d'Ivoire (+1,3%) et, dans une moindre mesure, par les légères hausses de prix relevées au Bénin (+0,4%), au Togo (+0,2%) et au Niger (+0,1%). En revanche, dans le même temps, l'IHPC s'est affiché en baisse au Sénégal (-1,1%), au Burkina Faso (-1,2%), au Mali (-1,4%) et en Guinée-Bissau (-0,2%), d'où la faible progression de l'IHPC régional sur la période.

En glissement annuel, la progression de 0,8% de l'IHPC régional résulte principalement de l'évolution à la hausse de l'IHPC en Côte d'Ivoire (+1,0%) et au

Sénégal (+2,1%), mais aussi et dans une moindre mesure, au Niger (+1,4%), au Mali (+1,4%) et au Burkina Faso (+0,3%). Sur la même période, les replis de l'IHPC relevés au Togo (-0,8%), au Bénin (-1,4%) et en Guinée-Bissau (-1,6%) ont ainsi quelque peu freiné l'augmentation du niveau général des prix au niveau régional.

**Tableau 4 : Evolution de l'IHPC trimestriel de l'Union, par Etat membre, au premier trimestre 2017**

PAYS	Pondération	2016				2017	Variations (%)	
		T1	T2	T3	T4	T1	1T17 / 4T16	1T17 / 1T16
BENIN	807,3	111,9	114,8	110,4	109,9	110,3	0,4	-1,4
BURKINA	849,0	106,3	109,2	108,7	107,8	106,6	-1,2	0,3
COTE D'IVOIRE	3 796,9	113,8	115,8	113,7	113,5	115,0	1,3	1,0
GUINEE-BISSAU	216,6	111,9	108,9	110,2	110,7	110,1	-0,5	-1,6
MALI	740,0	110,2	111,9	113,5	113,3	111,8	-1,4	1,4
NIGER	602,8	106,2	107,3	109,1	107,5	107,7	0,1	1,4
SENEGAL	1 958,6	103,4	102,2	105,1	106,7	105,6	-1,1	2,1
TOGO	1 028,9	116,9	118,8	116,7	115,8	116,0	0,2	-0,8
<b>UEMOA</b>	<b>10 000,0</b>	<b>110,1</b>	<b>111,3</b>	<b>110,7</b>	<b>110,8</b>	<b>111,0</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Au niveau de l'Union, l'inflation sous-jacente s'est établie à 0,1% au cours du premier trimestre de l'année 2017, par rapport au dernier trimestre 2016. Cette légère progression de l'IHPC, hors énergie et produits frais, résulte notamment des évolutions constatées en Côte d'Ivoire (+0,2%) et au Sénégal (+0,1%), même si, sur la période, l'inflation sous-jacente est ressortie en baisse au Togo (-0,1%), au Bénin (-0,2%) et en Guinée-Bissau (-0,1%).

**Tableau 5 : Inflation sous-jacente et nomenclature secondaire de l'IHPC au 1<sup>er</sup> trimestre 2017**

Libellé	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Indice produit frais	-1,5	-0,3	2,1	-1,2	-1,8	-1,4	-1,7	-0,7	-0,3
Indice Energie	2,5	0,0	1,2	-1,3	-1,3	0,0	-1,5	-0,9	-0,2
<b>Taux d'inflation sous-jacente</b>	<b>-0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>	<b>0,9</b>	<b>0,1</b>	<b>-0,1</b>	<b>0,1</b>
produits locaux	-0,6	0,1	0,5	-0,6	-0,8	0,4	-0,6	-0,7	0,0
Produits importés	0,5	-0,1	0,4	0,2	-0,3	0,2	0,2	0,4	0,2
Produits du secteur primaire	-0,9	-0,3	2,0	-1,9	-1,9	-1,1	-0,9	-0,5	0,2
Produits du secteur secondaire	-0,2	0,2	0,2	-0,2	-0,4	0,4	0,0	-0,5	0,0
Produits du secteur tertiaire	0,0	0,1	-0,1	-0,1	0,4	1,6	-0,3	0,1	0,0
Biens non durables	-0,5	0,0	0,9	-0,5	-0,8	-0,7	-0,6	-0,7	-0,1
Biens semi durables	0,1	0,0	0,6	-0,3	-1,0	0,4	0,0	-0,1	0,1
Biens durables	-0,8	0,0	0,1	0,1	0,2	-0,3	0,6	0,0	0,1

Source : CStat/Commission de l'UEMOA

Du point de vue des sous-indices, la composante « produits frais » a affiché une baisse de 0,3% de son indice sur le premier trimestre 2017. Quant à l'indice de la composante « Energie », il est ressorti en baisse de 0,2% sur la période

## 2.3. Secteur extérieur

Les statistiques du commerce extérieur pour le Bénin pour le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 2017 ne sont pas encore disponibles. Une moyenne des valeurs du 1<sup>er</sup> trimestre de 2014, 2015 et 2016 a été calculée et utilisée comme proxy. Toutes les analyses qui suivent sont faites suivant cette hypothèse.

### Exportations

Le premier quart de l'année 2017 est caractérisé par une progression des exportations en valeur de 31,2% par rapport au dernier trimestre de l'année 2016, soit + 941,9 mds de FCFA. Cette évolution est due aux résultats de la Côte (44,7%) et du Sénégal (62,5%).

En glissement annuel, les exportations présentent une amélioration de 16,9%, suite aux efforts observés dans tous les Etats sauf la Guinée Bissau (-98,7%), le Mali (-15,9%) et le Niger (-13,2%).

**Tableau 6** : Evolution trimestrielle des exportations en valeur (en mds FCFA)

	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17
<b>Bénin</b>	37,40	28,51	53,95	42,33	30,49	49,1*
<b>Burkina Faso</b>	300,29	384,15	338,77	334,17	431,71	453,25
<b>Côte d'Ivoire</b>	2 156,38	1 923,48	1 573,73	1 192,79	1 693,10	2 450,77
<b>Guinée Bissau</b>	51,48	50,03	65,33	65,33	1,16	0,65
<b>Mali</b>	359,73	437,92	437,92	305,94	376,80	368,50
<b>Niger</b>	144,81	96,03	59,44	67,45	98,89	83,35
<b>Sénégal</b>	344,93	391,12	384,25	327,54	268,33	436,01
<b>Togo</b>	80,12	74,25	112,84	93,53	115,20	116,02
<b>UEMOA</b>	<b>3 475,14</b>	<b>3 385,50</b>	<b>3 026,23</b>	<b>2 429,08</b>	<b>3 015,68</b>	<b>3 957,66</b>

**Source** : INS des Etats ; \* estimations de la DPEE.

### Importations

Au premier trimestre 2017, les importations de l'Union ont affiché un léger repli (-3,1%) comparativement à celles du trimestre précédent. Cette baisse est peut être le résultat de l'écoulement des stocks de fin d'année et aussi celui du niveau du dollar américain sur la période. Il faut préciser que certains Etats ont affichées des baisses (Bénin, Niger et Togo) qui ont été compensées par les progrès de la Côte d'Ivoire, du Mali et du Sénégal.

En glissement annuel, c'est une stagnation (-0,4%) qui est observée malgré les fortes baisses affichées par la Côte d'Ivoire (-14,2%) et le Niger (-46,9%). Les événements sociaux intervenus en Côte d'Ivoire au cours du 1<sup>er</sup> trimestre pourraient avoir freiné les ardeurs des importateurs.

**Tableau 7:** Evolution trimestrielle des importations en valeur (en mds)

	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17
<b>Bénin</b>	388,05	236,16	245,55	320,48	425,73	297,04*
<b>Burkina Faso</b>	496,51	503,36	547,04	421,17	482,60	490,21
<b>Côte d'Ivoire</b>	1 971,87	1 467,54	1 277,08	1 187,54	1 128,44	1 259,33
<b>Guinée Bissau</b>	22,38	1,02	27,01	23,02	23,52	23,14
<b>Mali</b>	532,00	458,00	572,00	542,00	593,10	624,30
<b>Niger</b>	287,92	382,74	191,51	170,56	286,89	203,27
<b>Sénégal</b>	850,79	672,71	731,22	828,21	745,38	805,50
<b>Togo</b>	278,73	214,54	245,46	217,42	360,56	218,66
<b>UEMOA</b>	<b>4 828,24</b>	<b>3 936,05</b>	<b>3 836,87</b>	<b>3 710,40</b>	<b>4 046,21</b>	<b>3921,46</b>

Source : INS des Etats ; \* estimations de la DPEE

### **Taux de couverture**

Le déséquilibre du commerce extérieur de l'Union observé à travers la faiblesse du taux de couverture au cours des années précédentes ne s'est pas poursuivi au cours du 1er trimestre de l'année 2017. Les importations ont été entièrement financées par les exportations suite à la très bonne performance de la Côte d'Ivoire.

Ceci a permis d'afficher des progrès par rapport au trimestre précédent (+26,4%) et en glissement annuel (+14,9%).

**Tableau 8:** Evolution trimestrielle du taux de couverture dans l'Union (en %)

	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17
<b>Bénin</b>	9,64	12,07	21,97	13,21	7,16	16,54
<b>Burkina Faso</b>	60,48	76,32	61,93	79,34	89,46	92,46
<b>Côte d'Ivoire</b>	109,36	131,07	123,23	100,44	150,04	194,61
<b>Guinée Bissau</b>	230,03	4914,99	241,84	283,78	4,92	2,80
<b>Mali</b>	67,62	95,62	76,56	56,45	63,53	59,03
<b>Niger</b>	50,30	25,09	31,04	39,55	34,47	41,00
<b>Sénégal</b>	40,54	58,14	52,55	39,55	36,00	54,13
<b>Togo</b>	28,74	34,61	45,97	43,02	31,95	53,06
<b>UEMOA</b>	<b>71,98</b>	<b>86,01</b>	<b>78,87</b>	<b>65,47</b>	<b>74,53</b>	<b>100,92</b>

Source : Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

### **Solde commercial**

Le solde commercial dans l'UEMOA présente un surplus au cours de la période sous revue en liaison avec la performance du taux de couverture. Ce surplus de 284 mds vient interrompre un déficit structurel observé depuis le 4<sup>ème</sup> trimestre 2013.

En comparaison au trimestre précédent, le solde commercial s'est amélioré de 1314,7 mds sous l'impulsion de la Côte d'Ivoire. En glissement annuel, le solde commercial affiche une amélioration de 834,7 mds.

**Tableau 9:** Evolution trimestrielle du solde commercial dans l'Union (mds FCFA)

	4T15	1T16	2T16	3T16	4T16	1T17
<b>Bénin</b>	-350,64	-207,65	-191,60	-278,16	-395,25	-247,92
<b>Burkina Faso</b>	-196,22	-119,21	-208,27	-87,00	-50,89	-36,96
<b>Côte d'Ivoire</b>	184,51	455,95	296,65	5,25	564,66	1 191,44
<b>Guinée Bissau</b>	29,10	49,02	38,31	42,31	-22,36	-22,50
<b>Mali</b>	-172,27	-20,08	-134,08	-236,07	-216,30	-255,81
<b>Niger</b>	-143,11	-286,71	-132,07	-103,11	-187,99	-119,92
<b>Sénégal</b>	-505,86	-281,58	-346,97	-500,67	-477,05	-369,49
<b>Togo</b>	-198,61	-140,29	-132,62	-123,89	-245,36	-102,64
<b>UEMOA</b>	<b>-1 353,11</b>	<b>-550,55</b>	<b>-810,64</b>	<b>-1 281,33</b>	<b>-1 030,54</b>	<b>36,2</b>

**Source :** Calculs de la DPEE/DPE/Commission UEMOA sur la base des données des INS

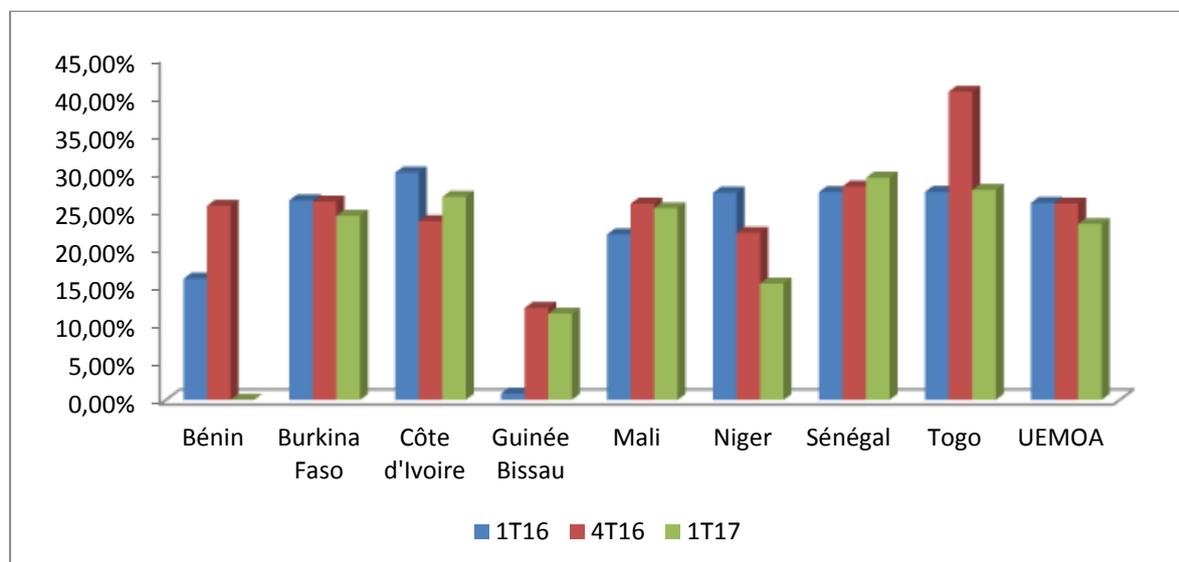
### Compétitivité extérieure

#### Taux de pénétration

Le premier trimestre 2017 a vu une couverture du marché intérieur de l'Union replier de 2,70 points de pourcentage par rapport au dernier trimestre 2016. Cette couverture se situe à 23,2%.

Comparé à la même période de l'année 2016, le retrait est de 2,8 points de pourcentage en lien avec les contreperformances du Burkina (-2,03%), du Niger (-11,9%) et du Togo (-2,79%).

**Graphique 6 :** Evolution trimestrielle du taux de pénétration dans l'Union en %



## 2.4. Finances publiques

### 2.4.1. Recettes<sup>3</sup>

Au premier trimestre de l'année 2017, les données conjoncturelles sur les finances publiques indiquent que les recettes totales se sont, globalement, affichées en hausse de 205,2 mds, en glissement annuel. Cette évolution des recettes correspond à une progression relative de 8,7% sur la période.

Du point de vue des Etats membres, l'analyse des données du premier trimestre 2017 permet de noter que l'évolution des recettes totales de l'Union s'explique par les hausses de recettes relevées dans l'ensemble des Etats membres considérés. Les augmentations les plus notables ont été, cependant, observées en Côte d'Ivoire (+90,9 mds, soit +8,8%), au Mali (+52,7 mds, soit +15,6%) et au Sénégal (+27,9 mds, soit +6,3%).

Concernant les composantes des recettes, il ressort des données du premier trimestre 2017 que la hausse générale observée au niveau des recettes s'explique principalement par la hausse de 121,3 mds des recettes fiscales de l'Union et, dans une moindre mesure, par l'augmentation de 79,6 mds des recettes non fiscales. Ces évolutions correspondent, respectivement à des progressions relatives de 6,1% et 49,6%.

Au niveau des Etats membres, la hausse des recettes fiscales s'explique largement par l'augmentation de 86,4 mds (+10,7%) des dites recettes en Côte d'Ivoire au premier trimestre 2017. Dans les autres Etats membres de l'Union, les hausses de recettes enregistrées sont restées en deçà de 10,0 mds, tandis que, sur la période, les recettes fiscales se sont repliées de 0,6 mds au Sénégal.

S'agissant des recettes non fiscales, tout comme dans le cas des recettes fiscales, leur évolution a été fortement marquée par la hausse de 67,3 mds (+58,0%) enregistrée en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, les évolutions les plus remarquables ont été observées au Sénégal et au Burkina Faso où les recettes non fiscales se sont, respectivement, inscrites en progression de 5,6 mds et 3,7 mds, par rapport au premier trimestre de l'année précédente.

---

<sup>3</sup> Les données du Bénin sur les finances publiques relatives au premier trimestre 2017 ne sont pas disponibles. Ainsi, les commentaires sur les finances publiques de l'Union concernent, sauf indication contraire, la situation hors Bénin. Les commentaires sur les dépenses courantes de l'Union concernent la situation hors Bénin et Mali, tandis que ceux sur les dépenses en capital décrivent la situation hors Bénin et Guinée-Bissau.

**Tableau 10 : Recettes et Dépenses publiques dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds).**

Rubriques	Etats membres							
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
<b>Recettes Totales</b>	-	<b>1123,2</b>	<b>15,5</b>	<b>389,3</b>	<b>153,7</b>	<b>471,9</b>	<b>118,6</b>	<b>283,9</b>
	<i>203,2</i>	<i>271,6</i>	<i>1032,3</i>	<i>13,8</i>	<i>336,7</i>	<i>145,7</i>	<i>444,0</i>	<i>106,9</i>
	-	8,8%	12,7%	15,6%	5,5%	6,3%	11,0%	4,5%
<b>Recettes Fiscales</b>	-	<b>257,8</b>	<b>894,8</b>	<b>13,0</b>	<b>301,4</b>	<b>147,6</b>	<b>396,4</b>	<b>110,1</b>
	<i>183,2</i>	<i>249,3</i>	<i>808,4</i>	<i>10,4</i>	<i>294,0</i>	<i>141,4</i>	<i>397,0</i>	<i>99,4</i>
	-	3,4%	10,7%	25,0%	2,5%	4,4%	-0,2%	10,8%
<b>Recettes non fiscales</b>	-	<b>26,0</b>	<b>183,2</b>	<b>2,5</b>	<b>5,7</b>	<b>4,5</b>	<b>9,6</b>	<b>8,5</b>
	<i>20,0</i>	<i>22,3</i>	<i>116,0</i>	<i>3,3</i>	<i>3,1</i>	<i>4,3</i>	<i>4,0</i>	<i>7,5</i>
	-	58,0%	-25,5%	83,8%	4,7%	140,0%	13,7%	16,6%
<b>Dépenses Totales</b>	-	<b>365,8</b>	<b>1196,6</b>	<b>19,1</b>	<b>392,2</b>	<b>180,4</b>	<b>670,9</b>	<b>112,2</b>
	<i>279,9</i>	<i>238,4</i>	<i>1075,1</i>	<i>22,4</i>	<i>337,1</i>	<i>247,9</i>	<i>543,0</i>	<i>131,6</i>
	-	11,3%	-14,7%	16,4%	-27,2%	23,6%	-14,7%	53,4%
<b>Dépenses Courantes</b>	-	<b>264,5</b>	<b>615,0</b>	<b>19,1</b>	-	<b>136,1</b>	<b>475,5</b>	<b>96,4</b>
	<i>225,2</i>	<i>190,1</i>	<i>601,7</i>	<i>16,3</i>	-	<i>148,3</i>	<i>327,6</i>	<i>99,5</i>
	-	39,1%	2,2%	17,4%	-	-8,2%	45,1%	-3,1%
<b>Dépenses en Capital</b>	-	<b>101,3</b>	<b>407,4</b>	-	<b>92,8</b>	<b>44,3</b>	<b>195,4</b>	<b>15,8</b>
	<i>54,7</i>	<i>48,3</i>	<i>328,5</i>	<i>9,3</i>	<i>91,3</i>	<i>99,6</i>	<i>212,8</i>	<i>32,5</i>
	-	109,7%	24,0%	-	1,7%	-55,5%	-8,2%	-51,4%
<b>Solde Global</b>	-	<b>-57,9</b>	<b>-32,6</b>	<b>-3,2</b>	<b>-2,9</b>	<b>-26,7</b>	<b>-199,0</b>	<b>12,0</b>
	<i>-126,1</i>	<i>49,7</i>	<i>-42,8</i>	<i>-1,9</i>	<i>-0,4</i>	<i>-101,1</i>	<i>-99,3</i>	<i>-23,7</i>
	-	-216,6%	-23,8%	67,7%	586,1%	-73,6%	100,4%	-150,6%

**Note :** Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du premier trimestre 2016. Les taux de croissance en glissement annuel sont présentés en pourcentage.

**Source :** CNPE/Commission de l'UEMOA

### 2.4.2. Dépenses

Au cours des trois premiers mois de l'année 2017, les dépenses publiques totales de l'Union sont ressorties en hausse de 341,7 mds, soit une augmentation de 13,2% en termes relatifs. Cette progression des dépenses publiques est surtout due aux progressions relativement importantes enregistrées au Sénégal (+127,9 mds, soit +23,6%), au Burkina Faso (+127,4 mds, soit +53,4%) et en Côte d'Ivoire (+121,5 mds, soit +11,3%) et, dans une moindre mesure, par la hausse de 55,1 mds (+16,4%) relevée au Mali. En revanche, les dépenses publiques se sont affichées en baisse de 19,4 mds (-14,7%) et 3,3 mds (-14,7%), respectivement, au Togo et en Guinée-Bissau.

En termes de composition, la progression à la hausse des dépenses publiques a notamment été largement portée par la forte progression des dépenses courantes au Sénégal. En effet, celles-ci se sont établies à 475,5 mds sur le premier trimestre de

l'année 2017, contre 327,6 mds sur les trois premiers mois de l'année précédente, soit une hausse de 147,9 mds (+45,1%) en glissement annuel. Dans une moindre mesure, les dépenses courantes se sont aussi affichées en hausse de 74,4 mds au Burkina Faso (+39,1%). Sur la même période, une évolution modeste des dépenses courantes a été constatée (+13,2 mds, soit +2,2%), tandis que des baisses de 12,2 mds (-8,2%) et 3,1 mds (-3,1%) ont été respectivement enregistrées au Niger et au Togo.

Concernant les dépenses en capital de l'Union, elles se sont affichées en hausse de 43,9 mds, soit une progression relative de 5,4%, par rapport au premier trimestre 2016<sup>4</sup>. Cependant, leur évolution dans les différents Etats membres de l'Union s'est révélée plutôt contrastée, avec des progressions remarquables à la hausse enregistrées en Côte d'Ivoire (+78,8 mds, soit +24,0%) et au Burkina Faso (+53,0 mds, soit 109,7%). Sur la même période, des baisses respectives de 55,3 mds (soit, -55,5%), 17,4 mds (soit, -8,2%), -16,7 mds (soit, -51,4%), au Niger, au Sénégal et au Togo.

### **2.4.3. Solde budgétaire**

L'exécution budgétaire sur les trois premiers mois de l'année 2017 indique que la position budgétaire de l'Union<sup>5</sup> est globalement ressortie déficitaire de 108,1 mds, soit une détérioration de 90,3 mds (+41,3%) en glissement annuel. Cette évolution du solde global de l'Union s'explique principalement par l'aggravation observée du déficit budgétaire du Sénégal de 99,7 mds (+100,4%) et par le passage des finances publiques du Burkina Faso d'une situation excédentaire de 49,7 mds au premier trimestre 2016 à une position déficitaire de -57,9 mds au terme des trois premiers mois de l'année en cours. Sur la même période, les positions budgétaires du Niger et du Togo se sont notamment améliorées, respectivement, de 74,4 mds et 35,7 mds.

## **2.5. Situation monétaire**

### **2.5.1. Masse monétaire**

Au terme du premier trimestre 2017, les données conjoncturelles sur la situation monétaire de l'Union indiquent que la masse monétaire s'y est inscrite en hausse de 247,7 mds, soit une augmentation relative de 1,1% par rapport au dernier trimestre 2016. Cette évolution des disponibilités monétaires s'explique notamment par les augmentations des disponibilités monétaires relevées au Burkina Faso (+146,1 mds, soit +5,2%), en Côte d'Ivoire (+121,5 mds, soit +1,4%), au Bénin (+67,0 mds, soit +3,2%) et au Niger (+50,4 mds, soit +4,1%).

Cependant, il faut souligner que, dans le même temps, la masse monétaire s'est repliée au Mali (-56,4 mds, soit -2,3%), en Guinée-Bissau (-45,1 mds, soit -12,7%) et au Sénégal (-35,8 mds, soit -0,8%).

---

<sup>4</sup> Hors Bénin et Guinée-Bissau. Les données de ces deux Etats membres de l'Union ne sont pas encore disponibles.

<sup>5</sup> Hors Bénin et Guinée-Bissau.

## 2.5.2. Avoirs extérieurs nets

Au niveau des avoirs extérieurs nets, il ressort de l'analyse des données du premier trimestre 2017 une augmentation de 253,5 mds, soit une progression trimestrielle relative de 4,8%.

**Tableau 11** :Masse monétaire et contreparties dans les Etats membres de l'UEMOA au premier trimestre 2017 (en mds).

Rubriques	Période	Etats membres							
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo
Masse monétaire	1T17	2 183,8	2 937,9	8 598,9	311,28	2 344,9	1 265,7	4 183,3	-
	4T16	2 116,8	2 791,8	8 477,4	356,37	2 401,3	1 215,2	4 219,1	4 313,3
	TC	3,2%	5,2%	1,4%	-12,7%	-2,3%	4,1%	-0,8%	
Avoirs Extérieurs Nets	1T17	910,2	482,8	1 962,4	198,82	228,8	622,8	1 164,5	-
	4T16	942,0	402,1	1 808,9	202,12	224,4	566,2	1 171,1	1 237,3
	TC	-3,4%	20,1%	8,5%	-1,6%	2,0%	10,0%	-0,6%	-
BCEAO	1T17	78,8	-812,4	-	156,98	-118,4	477,5	728,2	-
	4T16	20,9	-724,6	-	153,12	-92,2	460,9	738,0	20,9
	TC	277,2%	12,1%	-	2,5%	28,3%	3,6%	-1,3%	-
Banques Commerciales	1T17	831,4	1 295,2	-	41,84	347,2	175,3	436,3	-
	4T16	921,1	1 126,8	-	49,00	316,6	105,4	433,0	921,1
	TC	-9,7%	14,9%	-	-14,6%	9,7%	66,4%	0,8%	-
Crédits à l'économie	1T17	1 158,4	2 101,2	5 160,5	43,87	2 158,2	704,9	3 287,1	-
	4T16	1 160,1	2 074,5	5 154,3	70,60	2 075,7	743,5	3 243,9	2 943,2
	TC								-
Position Nette du Gouvernement	1T17	93,9	-19,8	1 766,7	68,59	332,7	146,0	417,7	-
	4T16	-94,5	-88,5	460,3	83,65	121,9	84,9	431,7	101,4
	TC	-199,4%	-77,7%	283,8%	-18,0%	172,91%	72,0%	-3,2%	-

**Note** : Les chiffres en gras correspondent aux chiffres du premier trimestre 2017, tandis que les chiffres en italiques sont les chiffres du quatrième trimestre 2016. Les taux de croissance trimestriels sont présentés en pourcentage.

**Source** : BCEAO

Les augmentations les plus remarquables ont été observées en Côte d'Ivoire, au Burkina Faso et au Niger où les disponibilités extérieures nettes se sont, respectivement, inscrites en hausse de 153,5 mds (+8,5%), 80,6 mds (+20,1%) et 56,6 mds (10,0%).

## 2.5.3. Crédits à l'économie

Au terme du premier trimestre de l'année 2017, les crédits à l'économie sont apparus en hausse de 91,5 mds (soit, +0,6%), en variation trimestrielle, au niveau de l'Union. Cette progression des crédits alloués au secteur privé par le secteur bancaire résulte notamment des hausses enregistrées au Mali (+82,5 mds, soit +4,0%), au Sénégal (+43,2 mds, soit +1,3%) et au Burkina Faso (+26,7 mds, soit +1,3%). Néanmoins, dans le même temps, les crédits bancaires au secteur privé se sont, respectivement, affichés en baisse de 38,6 mds (-5,2%) et de 26,7 mds (37,9%) en Guinée-Bissau.

## 2.5.4. Position nette du gouvernement

Sur les trois premiers mois de l'année en cours, la PNG de l'Union est ressortie en hausse de 420,0 mds (+17,6%), par rapport au dernier trimestre 2016, pour s'établir à 14 614,1 mds à fin mars 2016. Cette progression relativement importante des crédits du secteur bancaire aux administrations publiques résulte principalement des évolutions constatées au Mali (+210,8 mds), au Bénin (+188,3 mds), au Burkina Faso (+68,7 mds) et au Niger (+61,1 mds).

## 2.6. Activités de la BRVM

Le marché boursier, à travers la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM), est caractérisé par un accroissement de la capitalisation boursière tandis que les indices BRVM 10 et composite se contractent au premier trimestre 2017 comparativement au trimestre précédent. La baisse de l'indice BRVM 10 s'explique par le repli de l'activité des dix entreprises qui la composent.

En ce qui concerne l'indice BRVM composite, il recule de 9,1% pour se situer à 285,92 points. Cette évolution s'explique par la contraction de la majorité des indices sectoriels notamment celui du transport (-22,0%), de la distribution (-35,0%), de l'industrie (-24,3%), des services publics (-4,3%), des finances (-0,8%) et des autres secteurs (-41,5%). En revanche, l'indice du secteur agricole affiche une hausse de 12,2%.

Au niveau des transactions, il est enregistré une baisse du volume et de la valeur totale échangées de 37,4% et 39,8% respectivement sur les trois premiers mois de l'année 2017.

## 2.7. Taux de change effectif réel (TCER)

En 2016 comparativement à 2015, le TCER de l'UEMOA a baissé de 0,4%. Au cours de la même période, le TCER a baissé au Burkina, au Mali et au Togo. Par contre, il augmente en Côte d'Ivoire, en Guinée Bissau et au Sénégal.

Il a stagné au Bénin et au Niger. Par rapport à son niveau de 2000 (année de base), le TCER a diminué seulement au Sénégal qui a enregistré, par ailleurs, une hausse de 1,4%.

Comparé à ce même niveau, le taux le plus fort a été noté au Togo (120,8) mais correspondant à une baisse de 3,4%. La progression la plus élevée a été notée en Guinée Bissau (1,9%) tandis que la plus faible est celle du Burkina (-5,3%) sur la même période.

La baisse du TCER au niveau de l'UEMOA traduit une légère amélioration de la compétitivité externe de la zone. La même situation est observée au Burkina, au Mali et au Togo. On peut postuler que ce fait découlerait de la baisse du taux de change nominal du franc CFA par rapport aux devises des principaux pays partenaires ainsi qu'une diminution du rapport des indices de prix

**Tableau 12** : TCER des pays de l'UEMOA (Base 100 = 2000)

Etats	2015	2016	%
Bénin	100.5	100.5	0.0
Burkina Faso	110.4	104.5	-5.3
RCI	113.1	113.4	0.2
Guinée Bissau	112.9	115.1	1.9
Mali	110.9	110.1	-0.7
Niger	102.0	102.0	0.0
Sénégal	94.6	95.9	1.4
Togo	125.0	120.8	-3.4
UEMOA	106.9	106.5	-0.4

**Source** : Perspectives Economiques Régionales du FMI

### 3. Principaux faits marquants

#### 3.1. Environnement international

**Mars 2017** : Le Premier Ministre chinois a annoncé aux députés de son pays que la croissance serait de 6,5% pour 2017. Depuis un quart de siècle, la Chine n'a pas connu une performance aussi faible. Il a pointé du doigt le protectionnisme, en particulier des Etats – Unis. Il a aussi indiqué que l'un des facteurs qui plombent l'économie chinoise, ce sont les surcapacités dans l'industrie lourde. Ainsi, les capacités de production seront réduites d'environ 50 millions de tonnes dans la sidérurgie, et de plus de 150 millions dans le secteur du charbon.

Source : rfi.fr

**Février 2017** : Christine Lagarde, Directrice Générale du FMI, qui participait à une rencontre internationale à Dubaï, voit des raisons d'optimisme dans les perspectives économiques américaines avec l'arrivée de Donald Trump à la Maison-Blanche. La croissance américaine devrait être stimulée par les investissements dans les infrastructures annoncés par l'administration Trump. Christine Lagarde se félicite de cette relance budgétaire. La croissance des Etats – Unis devrait être de 3,4% en 2017 et 3,6% en 2018. Mais, la Directrice Générale du FMI craint que cette croissance soit négative pour le reste du monde. En effet, le relèvement des taux d'intérêt aux Etats – Unis risque d'avoir pour effet des tensions sur le crédit et le financement dans les autres pays.

Source : rfi.fr

**Janvier 2017** : L'accord de réduction concertée de la production de pétrole, conclu entre les pays de l'Opep et une dizaine de pays non-Opep comme la Russie, est entré en vigueur le 1er janvier pour une durée de 6 mois. Il prévoit le retrait de 1,8 million de barils par jour afin de faire remonter les cours, dont 1,2 million de barils par jour pour les seuls membres de l'Opep. Les ministres de l'Energie réunis à Vienne ont estimé que chacun, jusqu'à présent, jouait bien le jeu et que le rééquilibrage entre l'offre et la demande était en train de se réaliser.

Source : rfi.fr

### 3.2. Pays de l'UEMOA

**Février 2017** : Au Bénin, le Fonds monétaire international (FMI) a annoncé l'octroi d'un nouveau prêt de 150,4 millions de dollars sur trois ans, visant à soutenir le plan de relance économique initié par le président Patrice Talon. Ce plan vise à améliorer les conditions de vie des populations, maintenir un environnement macroéconomique stable compatible avec la viabilité de la dette publique et promouvoir la participation du secteur privé dans la création de richesse.

Source : IZF.NET

**Février 2017** : En Côte d'Ivoire, la production de noix de cajou ou anacarde du premier exportateur mondial, a baissé de 7,5% lors de la campagne 2016/2017, a annoncé, jeudi, le gouvernement ivoirien qui a décidé d'augmenter le prix d'achat aux producteurs. Le prix d'achat aux producteurs (prix plancher obligatoire) a été fixé à 440 F CFA (0,67 euro) le kilogramme au cours de la campagne de 2017/2018 contre 350 FCFA (0,53 euro) lors de la campagne écoulée (2016/2017). Le gouvernement a demandé au Conseil coton-anacarde (CCA), qui gère la filière, de prendre toutes les dispositions y compris les sanctions appropriées, pour le respect strict du prix aux producteurs.

Source : IZF.NET

## Conclusion

Au regard des indicateurs analysés, l'état de la conjoncture économique au premier trimestre 2017 reste contrasté. L'environnement international demeure difficile et la conjoncture intérieure est caractérisée par des évolutions contraires au niveau des principaux signaux de l'activité économique. Toutefois, des frémissements ont pu être notés, qui augurent d'une meilleure tenue de l'activité économique mondiale et par conséquent de celle de l'espace UEMOA au cours des trimestres à venir.

Au plan international, l'activité économique mondiale a été marquée par une décélération de la croissance en 2016, comparativement à 2015. Cette situation résulte de la persistance des difficultés dans les pays émergents et en développement mais aussi dans les pays avancés. Dans ce contexte, la demande de matières premières a légèrement repris et les cours de la plupart de ces produits de base sont en hausse, à l'exception de quelques-uns comme le cacao. La hausse des cours du pétrole est ressentie négativement par les pays de l'UEMOA, importateurs nets de pétrole brut.

La campagne agricole 2016/2017 a été bonne. Cela a permis une croissance élevée en 2016 dans la zone UEMOA. Cela devrait amoindrir la hausse du niveau général des prix. Ainsi, au premier trimestre 2017, les prix ont varié seulement de 0,8% dans l'ensemble de la zone. Au plan de la production industrielle, on a pu noter une hausse au Sénégal et au Mali. Les créations d'entreprises se sont également poursuivies au cours du trimestre sous revue.

Depuis la fin de l'année 2016, une tendance à la reprise de l'activité a été notée dans les pays avancés. Elle s'est poursuivie au premier trimestre 2017, entraînant un regain de demande pour les matières premières dont sont dépendants les pays de l'Union. Si ces signaux positifs se confirment au deuxième trimestre de cette année, on pourrait s'attendre à une conjoncture économique meilleure pour la zone UEMOA au cours du trimestre en cours.